

nution de 50 pour 100 fut accordée, à la condition que les porcs abattus seraient exportés ; vers Salonique, enfin, les marchandises serbes trouvaient une voie de sortie par le réseau des Chemins de fer orientaux.

Le marché austro-hongrois se trouvant fermé aux denrées serbes, l'occasion parut bonne à d'autres nations commerçantes pour profiter de la rupture et attirer chez elles une partie du commerce. Le Nord-deutscher-Lloyd entra en pourparlers avec la Compagnie de navigation serbe pour attirer à Braïla, par le Danube, une partie des marchandises provenant du royaume ; mais, en général, les compagnies allemandes, pressenties, refusèrent, à l'instigation du gouvernement, de supplanter le commerce austro-hongrois pendant la période de rupture : le prince de Bülow trouvait l'occasion de rendre à l'Autriche l'appui qu'il avait reçu d'elle à la Conférence d'Algésiras, et il s'empressait de la saisir. La France n'avait pas les mêmes raisons de s'abstenir : une attitude de bienveillance et de sympathie vis-à-vis des petits Etats balkaniques a toujours été dans les traditions de sa politique ; elle pouvait, cette fois, sur ce libre terrain d'une loyale concurrence économique, venir en aide à la Serbie sans compromettre les bonnes relations qu'elle entretient avec l'Autriche-Hongrie. Avec beaucoup d'à-propos, M. Georges Benoit, comme ministre de France à Belgrade, et M. Roger Clausse, comme chargé d'affaires, saisirent l'occasion de développer nos échanges et notre influence en Serbie ; une grande maison de Bordeaux, la maison Bigeon, conclut avec la « Société anonyme des abattoirs de Belgrade » un traité par lequel elle s'engage à acheter, par an, 160.000 porcs abattus, c'est-à-dire plus que la production annuelle de la Serbie